



COMPTE RENDU INTÉGRAL

Lundi 4 octobre 2021 - **EN LIGNE**

ATELIER « ÉNERGIE » 3/3 - 17H30 À 20H - 50 PARTICIPANTS

Quelles solutions alternatives ou complémentaires au projet de parcs éoliens flottants proposé par l'État ?

**Commission particulière
du débat public (CPDP)**

Président

M. Étienne Ballan

Membre

M. Arthur Launeau

M^{me} Dominique De Lauzières

**Membre du Secrétariat
général de la CPDP**

M^{me} Élise

M. Antoine Landeau

Intervenante

M^{me} Anne Claudius-Petit,

Présidente de la Commission

Transition énergétique Sud PACA

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Bonjour à tous. Merci beaucoup d'être là ce soir pour cet atelier. Avant de commencer l'atelier proprement dit, avant même de vous le présenter, nous allons faire un premier sondage pour essayer de mieux nous connaître. Je voudrais savoir en tant que quoi vous êtes présents aujourd'hui : citoyens, pêcheurs, plaisanciers, professionnels, etc. Si vous pouvez répondre rapidement... *[Sondage]* Peut-on avoir le résultat ? Nous avons beaucoup de citoyens et peu de professionnels par rapport aux autres ateliers. C'est une information intéressante.

Pourrait-on lancer le sondage concernant l'origine ? De quel département venez-vous ? Ce débat se déroule sur deux régions et donc, il est intéressant de savoir si vous êtes plutôt des PO, des Bouches-du-Rhône ou d'autres départements. *[Sondage]* Merci beaucoup. Une majorité de Bouches-du-Rhône, ou d'autres départements. C'est intéressant aussi, on aimerait bien savoir d'où. Nous avons surtout des Bucco-Rhodaniens.

Avant de commencer vraiment, nous allons d'abord vous présenter le projet par un petit film très court, qui dure 3 minutes 30, pour ceux qui ne le connaissent pas déjà.

... **M. Arthur Launeau**, Membre de la CPDP

Apparemment, nous avons un petit problème de son. Il n'y a pas de son pour le film.

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Je ne sais pas si c'est quelque chose qui peut être résolu ou si vous préférez que l'on passe d'abord le film de présentation du débat. On réessaye. Pensez-vous que c'est lié au film ? Ou aurons-nous la même chose sur le débat ? Voilà, merci.

[Diffusion de la vidéo de la maîtrise d'ouvrage]

Avant de poursuivre, nous allons faire un petit rappel du débat et de son organisation en deux minutes.

[Diffusion de la vidéo de présentation du débat]

Je vous propose maintenant d'écouter quelques arguments qui ont été évoqués sur le sujet de ces ateliers sur les énergies, sur la politique énergétique et particulièrement sur les alternatives.

... **M^{me} Élise**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« Quelle est la multinationale qui va récupérer ce projet ? Il ne faut pas faire de l'énergie renouvelable comme on faisait de l'énergie fossile. »

... **M. Antoine Landeau**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« J'ai du mal à voir l'impact sur le climat. Tout le budget alloué à l'éolien flottant pourrait-il aller à l'EPR ? Pourquoi diversifier le mix énergétique alors qu'en France, le kilowatt/heure est peu carboné ? »

... **M^{me} Élise**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« Plutôt que de faire des débats sur l'éolien, il faut changer le modèle de consommation. »

... **M. Antoine Landeau**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« On défigure un espace. On devrait utiliser l'espace déjà occupé, par exemple mettre des panneaux solaires sur le toit de Leclerc ou Casino. C'est moins cher de mettre des panneaux solaires. »

... **M^{me} Élise**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« Je préférerais une centrale nucléaire. Est-ce maîtrisable, pilotable et sans émissions de carbone ? »

« Je comprends qu'on a besoin d'une énergie plus verte, mais à 35 km, elle reste trop proche. »

... **M. Antoine Landeau**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« Pour moi, l'avenir, c'est l'hydrogène. »

... **M^{me} Élise**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« L'énergie solaire est meilleure. C'est près de chez soi ou près des lieux de consommation de cette énergie. »

... **M. Antoine Landeau**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« La solution est de conserver l'atome pour ne pas revenir au charbon comme en Allemagne. Donc, oui aux éoliennes, mais avec le nucléaire. »

... **M^{me} Élise**, Membre du Secrétariat général de la CPDP

« Ils veulent tous être verts, mais ne veulent pas d'éoliennes. Cela me gonfle. Au Danemark, les gens financent des projets comme cela, et cela marche. »

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Merci beaucoup. On voit bien que tous les arguments qui ont émergé au cours des rencontres que l'on a faites dans les différentes modalités du débat que nous avons mises en place, ce sont des questions qui se posent sur les politiques énergétiques, les alternatives, les bilans carbone. C'est dans ce cycle

d'ateliers que l'on a voulu aborder ces questions que le public voulait soulever. En fait, on arrive au troisième atelier de ce cycle sur les politiques énergétiques. Je rappelle très rapidement que l'objectif de ce cycle était de resituer le projet dans une vision globale du cadre énergétique. Le premier atelier, qui s'intitulait « Quelles énergies pour quel mode de vie en 2050 ? », questionnait les hypothèses d'évolution des besoins en énergie, donc des usages, pour aboutir à quel mix.

Elle s'interrogeait aussi sur le système de production électrique en 2050, c'est-à-dire la politique publique sur l'énergie et l'électricité dans sa globalité, les scénarii de production et le lien entre production centralisée et territoire. Le deuxième atelier s'appelait « L'éolien flottant, une énergie vraiment propre ? » Là, nous nous sommes interrogés sur l'impact des parcs éoliens flottants sur la trajectoire du mix énergétique et nous avons tenté de faire émerger des éléments de réponse à la question « Dans quelle mesure l'éolien flottant décarbone-t-il le mix énergétique ? » Le troisième atelier, aujourd'hui, cherche à identifier les projets alternatifs ou complémentaires au projet soumis au débat. Nous allons maintenant passer au vif du sujet.

... M. Étienne Ballan, Président de la CPDP

Bonsoir à tous. Cette réunion est un petit peu particulière, comme vient de le dire Dominique. C'est une réunion où nous vous proposons d'aller un peu plus loin, de rentrer dans le détail. C'est très intéressant que, dès le début de ce débat, beaucoup de participants aient souhaité aborder des questions d'énergie de façon globale et questionner ce projet dans un cadre très large. Quel est le bon chemin ? Quelles sont les actions qu'il faudrait mettre en œuvre pour une politique énergétique qui convienne et qui aboutisse à la lutte contre le réchauffement climatique ? Nous avons proposé ce soir à un certain nombre d'acteurs de venir commencer à poser les bases de ces actions, qui sont alternatives ou complémentaires au projet. Cela peut être différentes façons. Ces acteurs ont soit répondu eux-mêmes à un appel à aider que l'on a lancé, soit ils étaient participants au débat et ils ont eu envie de compléter et d'aller un peu plus loin.

Certains, nous les avons contactés de là où ils étaient, de leur expérience, pour qu'ils puissent nous parler de ces actions alternatives ou complémentaires. De façon à ce que la réflexion puisse se dérouler le mieux possible, nous vous proposons d'écouter ces acteurs qui ont bien voulu participer ce soir. Chacun va pouvoir présenter ce qu'il fait ou ce qu'il a l'intention de faire, ce qu'il propose, dans trois sous-groupes. Nous partons pour une séance qui va durer 45 minutes : 3x15 minutes. Pendant 15 minutes, vous serez dans un sous-groupe et vous écouterez trois intervenants qui présenteront des regards, des visions, des projets, des alternatives ou des projets complémentaires. Pendant ces 15 minutes, chacun de ces intervenants parlera trois minutes.

Cela fera 3x3 = 9. À la fin, nous aurons 5 ou 6 minutes pour les interroger, les questionner. Nous ne rentrerons pas encore à ce moment-là dans le débat pour savoir ce qui est mieux ou moins bien, où il faut aller, mais nous serons vraiment dans un échange pour se mettre en mouvement intellectuel et réfléchir, entendre des choses que l'on n'a peut-être pas forcément l'habitude d'entendre sur les questions de l'énergie. À l'issue de ce temps 1, de cette première session, nous pourrions nous retrouver en plénière et nous repartirons en sous-groupes de travail. Le principe d'un atelier, c'est que l'on y travaille. Cette fois-ci, on proposera à chacun des sous-groupes de répondre aux deux questions

qui sont à l'écran, dans le temps 2, pour aller au-delà et regarder s'il y a des actions alternatives ou complémentaires au projet qui seraient prioritaires et quelles conséquences elles auront éventuellement pour le dimensionnement ou l'opportunité du projet d'Eoliennes flottantes. Ces deux temps sont vraiment importants. Attention, dans le premier temps, nous allons écouter beaucoup de choses. Même avec neuf interventions, on ne couvrira pas tous les possibles et toutes les actions possibles en matière de politique énergétique sur le territoire. L'idée, c'est que ce n'est pas exhaustif. Il y a beaucoup d'autres idées possibles.

Nous ne vous demandons pas de classer ou de voter pour l'une ou l'autre. Nous avons demandé à ces personnes de venir et elles ont bien voulu accepter, je les en remercie le plus chaleureusement possible. Nous leur avons demandé de venir pour nous mettre en mouvement et réfléchir à la politique énergétique conformément aux souhaits que les participants ont pu exprimer dans les deux premiers ateliers. Si vous avez des questions, nous serons ravis d'y répondre dans le tchat. Mais le principe, maintenant, c'est de passer dans ce temps 1, donc vous allez être répartis en sous-groupes. Pendant ces trois moments de 15 minutes chacun, pour un total de 45 minutes, nous resterons dans le même sous-groupe. Ce seront les intervenants qui se déplaceront. Nous pourrons répondre à toute question qui se pose à l'intérieur de ces sous-groupes. Je vais demander à la régie de basculer dans les trois sous-groupes pour cette première session.

[Temps 1 des tables]

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Étienne, veux-tu faire une petite synthèse de ce qu'il s'est dit dans les groupes ?

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Ayant participé à un seul groupe, la synthèse sera difficile. En tout cas, je pense que vous avez tous compris les rassemblements thématiques que nous avons tenté de faire, notamment avec un groupe un peu plus autour des questions techniques et des alternatives techniques, un groupe un peu plus sur les logiques de politique énergétique au sens large, et un autre sur les modalités, notamment tout ce qui est actions de sobriété et d'efficacité. Cela fait trois sous-ensembles. On ne souhaitait pas forcément figer ou fixer les choses de façon plus importante. Ce qu'il nous semble important, c'est que chacun ait entendu les initiatives, les horizons proposés par les uns et les autres. On est vraiment désolé pour les petits bugs techniques qui ont pu avoir lieu, notamment lors de la première séance qui a été la plus courte. Ce que nous vous proposons maintenant, si vous le voulez bien, c'est de prendre un temps qui va durer à peu près 45 minutes. L'idée est assez simple.

Nous vous proposons, à partir de ce qui vient de vous être dit, de ce que vous avez entendu et des débuts de discussion dans chacun des groupes, de débattre entre vous. Le débat public, ce n'est pas seulement écouter des intervenants, poser des questions et réagir. C'est aussi essayer d'imaginer le futur de cette politique énergétique. À mon avis, c'est un point très important. Nous avons autour de l'écran une vraie diversité de profils et de participants. Je vous remercie tous d'être là. C'est cette

richesse qui va faire la qualité des échanges. Je pense évidemment aux représentants de l'État, qui sont en charge de cette politique énergétique. On a aussi une élue, la vice-présidente de la région Sud PACA qui nous dira sans doute à la fin de la réunion ce qu'elle a entendu de ces différents débats. Et puis, nous avons plein d'acteurs qui, à leur niveau, là où ils sont, contribuent d'une façon ou d'une autre à la politique énergétique. L'idée, maintenant, c'est de repartir en sous-groupes. Pourrais-je avoir la diapositive qui présentait les consignes du temps 2 ? Dominique ou Arthur, voulez-vous ajouter un mot sur les faits marquants qui ont eu lieu dans les sous-groupes ?

... **M. Arthur Launeau**, Membre de la CPDP

Peut-être deux éléments qui sont ressortis du côté du groupe C. Les discussions ont beaucoup porté sur l'intérêt des alternatives locales. En quoi est-ce que cela pourrait être complémentaire ou se substituer à de gros projets ? Et des échanges qui ont permis d'aborder les questions de sobriété énergétique. Comment intègre-t-on, au-delà de la réflexion, les alternatives de production d'énergies renouvelables ? Comment adopte-t-on une réflexion plus globale qui intègre les questions de sobriété ?

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Aussi des discussions sur l'appropriation des projets, selon que le projet est partagé par des citoyens ou si c'est mis en opération par un privé. Et aussi des discussions sur les alternatives qui consisteraient à éloigner les parcs. C'était surtout le troisième groupe. Les questions économiques liées à cet éloignement, les questions de paysage, etc.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci beaucoup. Nous vous proposons de passer en mode « débat productif ». On a beaucoup tourné autour des questions que vous venez de rappeler, Dominique et Arthur. Collectivement, peut-on dessiner un ou des chemins possibles autour de ces questions de politique énergétique ? Nous allons vous poser deux questions. Vous avez 45 minutes pour en débattre. Vous n'êtes absolument pas obligés d'être tous d'accord entre vous. Un débat public, ce n'est pas un exercice de consensus obligatoire. On voudrait vraiment que chacun puisse s'exprimer de la façon la plus forte possible pour dire un peu ce en quoi il croit et l'horizon qu'il propose et qu'il souhaiterait en matière de politique énergétique.

Ces deux questions sont les suivantes. Quelles actions alternatives ou complémentaires au projet sont prioritaires ? Quelles conséquences peuvent-elles avoir sur le projet ? Nous en avons déjà beaucoup discuté. Ces alternatives, qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que cela remplace ? L'heure a filé, donc le temps va être un peu plus court. Nous allons nous contenter de 30 à 35 minutes, mais les animateurs vont vous donner plus d'éléments. Et puis, on se retrouve dans 30 à 35 minutes. Vous aurez un outil. Je laisse Dominique et Arthur expliquer chacun dans son groupe la façon dont nous allons travailler. On se retrouve tout à l'heure pour un échange en plénière des conclusions de l'atelier.

[Temps 2 des tables]

Merci. L'idée était d'avoir un temps plus long pour que chacun puisse s'exprimer et qu'on débâte un peu plus dans le détail des priorités. Comme je le disais, ce n'est pas grave si nous n'avons pas rempli tous les tableaux Klaxoon avec plein de post-its partout. L'idée, c'était qu'il y ait une discussion et que tout le monde puisse réfléchir. Je vous invite à poursuivre la discussion au-delà de la réunion de ce soir. Nous en reparlerons, mais vous avez la possibilité de faire des contributions, de poser des questions et vous avez aussi la possibilité de poser un cahier d'acteur dans le débat si, à l'issue de cette réunion, vous avez l'impression qu'il y a une trajectoire que vous voulez porter, vous et d'autres. Les cahiers d'acteur ne sont pas réservés aux institutions ou aux organismes. Une personne seule, qui participe au débat, qui a envie de porter ses arguments, peut parfaitement nous proposer un cahier d'acteur. N'hésitez pas à le faire. Je propose que l'on prenne, dans l'ordre, pour le rapport du groupe A. Cela permettra au groupe B de se préparer, car j'ai demandé à M. Guenniche s'il voulait bien être le rapporteur du groupe B, mais je n'ai pas eu sa réponse, car nous avons été coupés. M. Guenniche, faites-moi savoir dans la discussion si vous êtes d'accord pour rapporter notre discussion. Nous allons laisser le rapporteur ou la rapporteuse du groupe A démarrer un temps de cinq minutes.

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Le rapporteur du groupe A est M. Rousseau, qui s'est porté volontaire. Merci beaucoup à vous.

... **M. Antoine Rousseau**, Participant

Je vais essayer de vous redire ce qui a été dit. D'une part, nous avons beaucoup parlé de sobriété pour éviter le gaspillage, l'augmentation, une sorte d'effet rebond des consommations, avec aussi l'objectif de limiter les impacts sur la biodiversité. Nous avons entendu des gens qui voulaient attendre, ne pas faire ce projet tel qu'il est. La sobriété, c'est une priorité, mais le changement de mode de vie qu'elle implique se fait sur une période de temps trop longue. Sans passer à d'autres pistes, on ne va pas pouvoir... Il faut agir sur plusieurs leviers en même temps. Sinon, nous n'y arriverons pas. Voilà pour cet aspect sobriété qui a beaucoup été évoqué.

J'insiste dessus. Ensuite, il y a eu une partie sur le mix énergétique. Nous avons beaucoup parlé du solaire, du nucléaire, de fusion aussi. Donc, essayer de se ménager un mix le plus complet possible avec des précisions par exemple sur le photovoltaïque, qui n'est pas toujours la panacée. Il consomme des ressources. Il ne produit pas la nuit. On ne peut pas tout miser non plus sur le photovoltaïque.

Et nous avons entendu aussi des choses sur le développement du réseau électrique dans les zones rurales pour remplacer les consommations de fioul par des consommations électriques, et donc décarboner l'énergie consommée dans nos territoires ruraux. Nous avons eu un point de la région Occitanie qui a rappelé la stratégie REPOS, région à énergie positive, à horizon 2050, qui est extrêmement ambitieuse et qui s'appuie à la fois sur les deux aspects évoqués, c'est-à-dire la sobriété et les énergies renouvelables. Pour finir sur les solutions alternatives, il y a eu une intervention sur le mode de financement, avec l'importance de faire participer les citoyens, pas seulement comme aujourd'hui à discuter et être autour de la table, mais aussi pourquoi pas à s'investir concrètement dans des projets comme celui-ci, ce qui permet en particulier une meilleure acceptabilité de ce type de projet.

Voilà pour ce qui a été dit sur ces sujets-là. La DREAL, qui était présente, a répondu favorablement aux aspects de financement participatif en disant que le ministère était à l'écoute de ces sujets-là, en disant que cela se faisait déjà par l'intermédiaire des développeurs. Mais la réponse qui a été faite était de dire aussi que ce n'est pas forcément aux développeurs de proposer aux citoyens de contribuer. Cela devrait être fait par le ministère, par la puissance publique en général. Là aussi, la région Occitanie a été citée en exemple puisqu'elle propose un euro de la région pour des projets d'ENR citoyens. J'espère que j'ai à peu près fait le tour.

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Il manque peut-être la dernière intervention de M^{me} HAMY, dire qu'attendre venait en contrepoint.

... **M. Antoine Rousseau**, Participant

Effectivement, celle-là n'était pas dans les post-its, mais vous avez raison. Merci de le mentionner. Mme HAMY de Valeco, qui est un développeur éolien, a insisté sur l'intérêt de ce type de projet en termes de compétitivité internationale, pour ne pas laisser les autres le faire à notre place, et en termes d'enjeux, d'emploi local et en termes de décarbonation de l'énergie telle que l'on a aujourd'hui en France.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci beaucoup. Je n'ai pas encore la réponse de M. Guenniche. Voulez-vous apporter la synthèse à partir des post-its qui sont là de ce qu'il s'est dit dans le groupe B ?

... **M. Djilali Guenniche**, Participant

Je vais faire mon possible pour ne rien oublier. Effectivement, plusieurs sujets ont été évoqués. Un des premiers, c'est de choisir la zone d'évitement maximum, même hors cadre. Même si on a choisi quatre macrozones au départ, rien ne nous empêche d'imaginer aller encore plus loin, à condition de faire des parcs plus grands et capables de produire plus d'énergie pour amortir les coûts supplémentaires consistant à éloigner au maximum les éoliennes. Un point très intéressant a été posé, celui de quantifier le paysage. Combien de jours par an verrait-on les éoliennes ?

Et ce, pour savoir si cela vaut le coup de les rendre invisibles ou de les éloigner. Est-ce que la météo ne les rendrait pas invisibles d'elle-même ? Il y a une réponse à la question dans le dossier de Météo France qui est jointe au dossier général technique. Une autre question : est-ce que cela vaut le coup de s'engager dans un projet aussi grand alors que la question de la recyclabilité des éoliennes, et en particulier de leurs pales, est une question cruciale ? En Allemagne, actuellement, on entrepose des dizaines de milieux d'éoliennes par terre sans savoir quoi en faire.

Une ébauche de réponse a été apportée par M. DARQUIN qui dit qu'il y a aujourd'hui des industriels qui commencent à proposer des solutions. Ils commencent. Sont-ils capables de le faire aujourd'hui ?

Seront-ils capables de le mettre en œuvre quand on voudra construire ces parcs ? À quel prix ? C'est toujours pareil. Bien sûr, l'éternelle question qui revient, c'est celle de privilégier la sobriété avant de continuer à construire des usines à gigawatt/heure. Sur l'évitement, c'est aussi l'évitement de la consommation. Si on veut éviter de voir des éoliennes, le mieux, c'est peut-être d'éviter de consommer l'énergie pour ne pas être obligés de les faire.

Une autre très bonne remarque : finalement, tout est une question de technique. On ne pourra pas facilement revenir comme des Amish. On n'aura pas le choix que de maintenir autant que possible nos modes de vie. Ce sera un défi technique de le faire en consommant moins d'énergie. Bien sûr, la participation citoyenne et les retombées locales sont très importantes. Il serait dommage de faire venir des groupes étrangers pour construire ces éoliennes sans que les gens du coin soient impliqués et participent à la construction. Très bonne question : à budget donné, est-ce qu'il n'y a pas mieux à faire que des éoliennes ? En particulier, développer le fret ferroviaire. Cette question est générale. Aujourd'hui, vu l'urgence climatique, qu'est-ce qui va diminuer le plus rapidement nos émissions de CO2 ? Je pense que c'est la question la plus cruciale.

Après, est-ce qu'au lieu de faire un développement capitaliste, avec de gros acteurs très puissants financièrement, et donc dessaisir les citoyens de leur avenir énergétique, ne devrait-on pas relocaliser la production d'énergie, faire en sorte que les citoyens produisent eux-mêmes leur énergie ? La question qui se pose, c'est : est-ce que, globalement, cela ne coûterait-il pas plus cher ? Peut-être que les gens préfèrent payer plus cher à condition de garder la maîtrise et le contrôle. D'autres personnes préféreront déléguer à l'État cette responsabilité. Mais est-ce l'État qui restera en contrôle et qui représentera les citoyens ? Ou est-ce que l'État va laisser la bride sur le cou des industriels très capitalistes qui vont s'arroger ce projet sans que les citoyens puissent faire quoi que ce soit ? Le solaire, bien sûr. J'avais moi-même posé la question. Il y a une capacité à développer du solaire sur tous les toits industriels, sur les routes, etc.

Un élu avait répondu que le problème, c'était que le solaire ne produit de l'énergie que l'été et le jour, mais pas beaucoup l'hiver et la nuit. L'éolien, par contre, produit beaucoup d'énergie quand il y a du vent, c'est-à-dire plutôt l'hiver, et aussi la nuit. La question, c'est de maximiser le foisonnement de ces énergies renouvelables pour qu'elles puissent s'entraider les unes et les autres, et qu'à la fin, il y ait une espèce de production relativement stable d'énergie. Ensuite, le cycle de vie du photovoltaïque est-il meilleur ou moins bon que l'éolien ? On voit, après toutes ces interventions, que le problème est compliqué. Si je peux faire une conclusion, face à nos interrogations et nos questions philosophiques, sur notre avenir, nos modes de vie, qui sont vraiment des questions fondamentales de notre vie d'êtres humains, la solution se trouvera dans les chiffres, les mesures et avec une petite dose de subjectivité pour savoir ce qu'on est prêts à payer en plus pour que ce soit mieux.

... M. Étienne Ballan, Président de la CPDP

Merci beaucoup d'avoir relevé ce défi au pied levé. Nous allons passer au groupe C.

... **M. Arthur Launeau**, Membre de la CPDP

C'est au tour du groupe C avec Daphné, qui a accepté de relever le défi. On vous écoute.

... **M^{me} Daphné Destievan**, Participante

De notre côté, il a été dit que la priorité était de ne lancer aucun appel d'offres tant qu'il n'y avait pas de retour sur les expérimentations menées avec les fermes pilotes. Le report du projet permettrait une meilleure acceptation sociale et une meilleure qualité environnementale. Une autre personne a précisé que c'était une volonté partagée, mis à part par les porteurs de projets ou les services de l'État, que c'était un choix de société de développer des méga projets très concentrés, même sans l'atome, et qu'il fallait aller vers un changement de modèle.

C'est une nécessité, notamment issue du dernier rapport du GIEC. Les initiatives citoyennes sont intéressantes, mais ne sont pas suffisantes pour répondre à la demande croissante de consommation électrique. La phase d'expérimentation est OK, mais pour la phase de développement, c'est à réfléchir. Les effets des éoliennes flottantes sur la biodiversité ne sont pas assez connus. L'alternative pourrait être de trouver des conditions pour garantir la prise en compte des résultats des fermes pilotes dans le projet actuel. Sinon, cela sera trop tard. Cela, c'est une intervention du SER. L'intégration se fait au fur et à mesure, mais il faudrait l'écrire quelque part pour l'acter. Le développement des projets de proximité fait partie des solutions dans le mix énergétique et permettrait une meilleure prise de conscience de la part des gens de leur consommation électrique. On peut aussi agir massivement sur les économies d'énergie en étant plus coercitifs et en développant la sensibilisation, mais c'est déjà largement fait, à tous les niveaux, c'est-à-dire à l'échelle du citoyen, des collectivités territoriales, des entreprises.

Une autre question a été posée : comment transposer la participation citoyenne, qui existe dans ces projets ponctuels de développement de production d'électricité, au projet d'éoliens flottants ? Il a été dit de ne pas oublier le solaire thermique dans la sobriété énergétique. Il a été rappelé l'article 5 de la Charte de l'Environnement qui pose le principe de précaution. Il a été dit que nous n'avons pas le droit de jouer aux apprentis sorciers. Il a été suggéré le fait de baisser le niveau de subventions publiques sur l'éolien flottant. On a parlé du TURPE, qui est le Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité, qui représenterait 30 % de la facture d'électricité. Cela a été corrigé par RTE : c'est 25 %. Il a été dit aussi qu'il était essentiel d'avoir l'accord des pêcheurs et de respecter le monde de la pêche pour développer les projets d'éolien flottant. A été posée la question des alternatives techniques valides et d'avoir une présentation synthétisée des alternatives possibles ou des compléments possibles.

Il a été dit qu'il y avait beaucoup de recours déposés contre les projets d'éolien flottant, ce qui complique beaucoup les choses pour développer cette énergie. Pour le projet actuel, sa mise à l'eau ne sera possible qu'en 2029-2030. Il a été rappelé que l'État français avait été condamné pour inactivité environnementale et qu'il fallait aussi prendre en compte ce fait-là et le poids de la réglementation européenne. Les projets de fermes commerciales, c'est deux fois dix-sept ou dix-huit éoliennes sur zone. Entre-temps, on aura un retour d'expérience des fermes pilotes qui sera intégré au projet final. Une autre personne a parlé de la nécessité de faire un travail d'inventaire du patrimoine des inventions

françaises, notamment des anciens brevets que l'on pourrait redévelopper ou redéployer. On a dit qu'il y avait une ressource citoyenne mobilisable pour réfléchir de façon collective à la consommation électrique et à la façon d'y répondre.

Enfin, un point très intéressant, les postes électriques prévus en mer sur les projets de fermes pilotes et à terme de parcs commerciaux permettent un co-usage qui pourrait permettre de faire un fab lab pour tester en conditions réelles au large différentes alternatives qui pourraient être proposées, donc faire un centre d'essai. En finalité, il a été dit que, si on prenait le temps d'attendre, on pourrait avoir moins de recours sur les projets et donc rattraper le temps perdu dans le timing des projets. J'espère que j'ai été fidèle à tout ce qui a été dit.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci beaucoup. Il y a beaucoup de choses dites. Bravo pour la synthèse. Il était suggéré de sortir du cadre pour cet atelier. Le moins que l'on puisse dire, c'est que votre tableau Klaxoon prouve que vous avez su sortir du cadre à plusieurs reprises. Je vous propose simplement de prendre quelques minutes pour des réactions ou des retours. Si vous le souhaitez, vous pouvez, dans le tchat, réagir à différents éléments que vous venez d'entendre. Une personne souhaite-t-elle prendre la parole ? Nous allons prendre deux ou trois interventions, pas plus, car le temps file.

... **M. Djilali Guenniche**, Participant

Ma référence aux Amish, qui était un clin d'œil à celle du président de la République, n'avait pas pour but d'être désobligeante. Je m'en excuse. Je dois même dire que si nous vivions tous comme eux, nous n'aurions pas ce débat et nous aurions moins de problèmes. Ma référence aux Amish, c'était plus pour constater, justement, la très grande difficulté de nos cultures occidentales à atteindre un niveau de sobriété qui permettrait d'éviter ce genre de construction d'éoliennes et de rechercher des solutions. Malheureusement, on est dans une culture qui n'évoluera que très lentement. Aujourd'hui, on a besoin de trouver des solutions pour les dix prochaines années pour faire face aux défis climatiques. Encore une fois, désolé pour ma référence.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci, M. Guenniche. M Hoolans, vous avez demandé la parole. Nous vous écoutons.

... **M. Thierry Hoolans**, Participant

Oui, pour faire le tour de ce qui a été dit aujourd'hui. Comme M. Guenniche l'a dit, il y a vraiment un problème de société. Pour que cela change plus vite, n'y aurait-il pas une méthode de tarification au niveau de la consommation qui nous aiderait petit à petit, comme des logiciels que l'on pourrait mettre dans les voitures pour réguler les vitesses entre deux feux rouges ou entre deux virages ? Ne serait-il pas intéressant d'avoir une tarification ? En général, plus on achète, moins cela coûte cher. Là, il faudrait faire le contraire. Ceux qui consomment peu payent moins cher le kilowatt, et ceux

qui consomment plus payent plus cher. Ce serait une idée pour forcer un petit peu le passage de notre société et pousser à la sobriété. Apparemment, cela a été évoqué très souvent. Je crois que, dans l'immédiat, c'est quelque chose qui ne coûte pas cher, qui n'est pas très économique, mais qui peut nous rapporter beaucoup au niveau de la progression climatique actuelle et de la biodiversité.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci beaucoup. Je vais proposer, si cela est possible et si elle l'accepte, à Mme Claudius-Petit, présidente de la Commission Transition énergétique à la région Sud PACA, car elle nous a fait le plaisir de participer à cette réunion, avant que la CPDP n'en tire la synthèse, de réagir sur le fond. Il y a d'autres personnes qui sont là, qui sont dans des positions où ils ou elles peuvent influencer sur la politique énergétique. M^{me} Claudius-Petit, souhaitez-vous dire un mot ?

... **M^{me} Anne Claudius-Petit**,
Présidente de la Commission Transition énergétique Sud PACA

Merci. C'est très intéressant de participer à ce genre d'atelier. D'abord, il y a un très grand nombre d'intervenants sur des thématiques très différentes. C'est très enrichissant, en deux heures de temps, d'aborder un très grand nombre de sujets. C'est vraiment passionnant. On remercie la Commission particulière du débat public. Je retiens l'importance de la sobriété, comme je le disais dans le groupe de travail. L'intérêt de ce débat public, c'est qu'on en vient toujours à réexpliquer les enjeux, ce que signifie électrifier des usages, produire des énergies renouvelables pour remplacer quelles autres énergies, etc. Donc, toute la partie explication est particulièrement importante. On a toujours envie d'aller plus loin et d'en savoir plus avant d'installer ces fameux parcs éoliens flottants en Méditerranée. J'en retire surtout une grande modestie par rapport à ce type de projet.

À terme, je ne sais pas quelle sera la décision, mais c'est difficile de prendre en compte tous ces éléments qui nous tiennent à cœur. Effectivement, je suis présidente de la Commission Transition énergétique, Stratégie déchets et Qualité de l'air à la région. Je tiens à le rappeler, car c'est une autre thématique qui est très sensible en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par ailleurs, je suis présidente de l'Agence régionale pour la Biodiversité et l'Environnement. Donc, je vois bien ce que sont les enjeux qui peuvent paraître contradictoires et qu'il faut essayer de rendre cohérents. En tout cas, dans le précédent mandat, nous avons fait ce travail pour élaborer notre SRADDET.

Je sais que c'est toujours très compliqué et qu'il faut expliquer, échanger et rester humbles, savoir continuer à apprendre. Nous avons un peu parlé des technologies par rapport à la sobriété. C'est vrai que nous avons toujours le mot « smart » à la bouche. Néanmoins, je pense qu'il peut y avoir des solutions techniques en cours d'élaboration et sur lesquelles on travaille. Ce sont des sujets sur lesquels on travaille depuis quelques années déjà et qui peuvent être des réponses aux problématiques qu'on a abordées en termes de consommation et d'optimisation des consommations d'aujourd'hui. Cela remet pas mal de sujets en tête. Merci à tous.

... **M. Étienne Ballan**, Président de la CPDP

Merci beaucoup. Je ne vois pas de nouvelles demandes de prise de parole, et l'heure ayant tourné, je vous propose que l'on passe à la synthèse. Arthur, je te passe la main pour donner les points saillants de cette réunion tels que tu as pu les observer.

... **M. Arthur Launeau**, Membre de la CPDP

Merci beaucoup, Étienne. Je vous prie de m'excuser par avance si cette synthèse n'est pas exhaustive. Elle vise juste à tirer à chaud quelques premiers grands enseignements. Des enseignements, je crois pouvoir en tirer trois grands, ce soir. Le premier enseignement, c'est qu'à ce stade du débat public, nous entendons toujours des questions qui commencent à revenir sur le projet. Est-ce que les zones d'évitement maximum ont été choisies par l'État à ce stade ? Les zones sur lesquelles il y a eu de l'information dans le débat sont-elles les zones d'évitement maximum ? Les éoliennes seraient-elles visibles depuis la côte ? Faudrait-il savoir combien de jours par an elles seraient visibles et donc adapter le look de ces éoliennes en conséquence ? Est-ce que les pêcheurs sont d'accord ? Est-ce que les usagers de la mer sont d'accord ? Ces éoliennes seraient-elles recyclables en fin de vie ?

Toutes ces questions sur le projet, dont on commence à avoir l'habitude dans ce débat, commencent à faire naître différentes controverses qui reviennent au cours du débat. C'est le deuxième grand enseignement de cet atelier. On a beaucoup parlé de l'attente des retours d'expérience des fermes pilotes. Pour certaines et certains, il est urgent d'attendre pour ne pas se précipiter, tandis que pour d'autres, à l'inverse, l'urgence climatique prime et il est important d'agir. Agir passerait par la mise en œuvre de ce projet éolien. Pourquoi ne pas développer la participation citoyenne, y compris financière, sur ces projets ? C'est quelque chose que l'on a beaucoup entendu ce soir. Cela permettrait pour certaines et certains une meilleure acceptabilité de ces projets dans la perspective de leur poursuite à l'issue du débat public, et donc potentiellement à même d'éviter des recours. Pour d'autres, cela permettrait de nous rapprocher de l'énergie, cet objet un peu lointain dont nous avons besoin au quotidien pour tous nos usages. Et la puissance publique est assez questionnée sur ces sujets. Le principe de précaution a également été rappelé par certaines personnes qui expliquent que c'est quelque chose qui doit avoir une interprétation stricte. D'autres personnes disent qu'au contraire, il ne s'agit pas d'enjamber le principe de précaution, mais de l'appliquer au maximum dans le cadre d'une conduite de projet qui intègre les retours d'expérience au fur et à mesure.

Ces différentes controverses dont nous avons débattu, c'est un petit peu le fond de l'atelier d'aujourd'hui. Elles débouchent sur une réflexion sur les alternatives. Nous avons beaucoup parlé aujourd'hui de sobriété énergétique. Avant même de savoir quels projets d'énergies renouvelables, quelles technologies d'énergies renouvelables mettre en œuvre, vous êtes nombreuses et nombreux à évoquer la nécessité d'une réflexion sur nos usages. De quoi aura-t-on vraiment besoin dans dix, vingt, trente ans ? Ne faut-il pas d'abord réduire nos besoins d'énergie avant de nous questionner sur ce qu'il faut mettre en œuvre comme source de production pour pallier nos besoins ? Autre proposition : procéder localement. On a parlé de la décarbonation des sources de production d'énergie dans les campagnes par substitution au thermique. Nous avons aussi parlé des projets tels que ceux présentés par Énergie Partagée. Miser aussi sur une pluralité de ressources dans les énergies renouvelables en favorisant le foisonnement

et en produisant des stratégies réalistes. Nous avons par exemple évoqué le fait de ne pas miser que sur le solaire. Enfin, d'autres personnes mettent en avant le fait qu'il serait important selon elles de flécher les investissements avec la garantie que les technologies financées décarbonent vraiment le mix électrique, ce qui suppose d'étayer la connaissance sur ces projets, en renseignant leur capacité à décarboner le mix électrique. Voilà pour ces quelques éléments de synthèse. Merci à vous.

... **M^{me} Dominique De Lauzières**, Membre de la CPDP

Je voulais remercier tout le monde d'avoir joué le jeu, parce que ce n'était pas une modalité extrêmement simple. Tout le monde a vraiment respecté le timing. Tout le monde a pu prendre la parole. Cela a permis qu'il y ait tous ces échanges que vous avez évoqués les uns et les autres. Je voulais rappeler que ce cycle d'ateliers, dont c'était le dernier aujourd'hui, servait à balayer les questions énergétiques. C'était une demande du public d'aborder toutes ces questions-là pour juger de l'opportunité du projet dès le départ. Il nous a paru essentiel d'organiser ce cycle pour que tout le monde puisse s'approprier ces éléments qui ne sont pas simples. Je voulais remercier tout le monde et vous inviter à continuer à suivre le débat.